

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Réaction : ANDRE COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

Intellectuels!

Lettre ouverte aux camarades du Groupe de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie.

Depuis la fondation de votre groupe, je suis à vos manifestations avec sympathie et douleur. Avec sympathie, car vous savez bien que je suis avec vous pour défendre les camarades anarchistes, communistes, socialistes, syndicalistes ou sans parti, détenus injustement, en quelque endroit que ce soit. Avec douleur, car il m'est toujours pénible de penser qu'une révolution prolétarienne puisse ainsi mentir à son idéal de liberté et de fraternité. Je vous avoue que j'aimerais voir fondre sur vos communiqués des déments nets, cinglants, sans réplique. Et vous aussi, n'est-ce pas ? Mais hélas ! rien n'arrive. Et les faits s'accumulent. Et le chemin de croix s'allonge, s'allonge indéfiniment...

J'ai approuvé, à part moi, la plupart de vos manifestations : meetings dans les grands centres pour amener la classe ouvrière organisée à renforcer vos protestations ; communiqués aux journaux, à tous les journaux, de dossiers complets énumérant des faits, tristement ; proposition d'une commission d'enquête qui se rendrait en Russie pour juger sur place. Proposition que le gouvernement des Soviets devrait accueillir loyalement, sans détours, s'il ne craint pas la lumière, toute la lumière. Attendons encore.

Mais, parmi vos diverses initiatives, il en est une qui me semble moins heureuse, car elle est de nature à vous aléner bien des sympathies. Et je la crois susceptible d'être plus nuisible qu'utilisable à la cause que vous défendez. Je veux parler de la pétition que vous avez soumise aux écrivains, aux penseurs, aux artistes.

Je m'explique : Que des écrivains comme Han Ryner, Romain Rolland, Gérard de Lacaze-Duthiers, Charles Vildrac... que des artistes comme Maximilien Luce... signent cette pétition « au nom des plus élémentaires sentiments d'humanité et de justice, sans lesquels aucune société libre ne peut s'épanouir... », qu'ils expriment l'espoir de voir « ... mettre fin aux cruautés qui sévissent encore dans les bagnes et les prisons de la nouvelle Russie », parfait. Nul ne peut y trouver à redire. Et j'imagine que le plus convaincu, s'il est sincère et désintéressé, sera ému par ces scrupules d'hommes libres, propres, honnêtes.

Mais les autres, mes amis, LES AUTRES !

M. Jehan Rictus, qui clame : « Je me sens tout de même heureux de vivre en France... Croyez à mon horreur sans limite », est-il vraiment si fier d'habiter la France : la France des fusillés de Vingré, de Fleury, de Souain et de mille autres lieux ; le pays de Biribi et des bagnes d'outre-mer ; le pays qui fait crever lentement Gaston Rolland et Coltin tandis que Vilgrain et Villain, et tant d'autres, sont en liberté ? Ne lui reste-t-il pas un peu d'horreur — avec limites, s'il veut ! — pour les brutes soldatesques de chez nous, pour nos flics et nos matraqueurs officiels ? Il me semble que nous ne l'avons pas souvent entendu rouspéter depuis la guerre, ni pendant. Que ne continue-t-il ce silence prudent ? Et pourquoi l'avez-vous réveillé ?

M. Bouchor se « demande si une protestation faite au nom de l'Humanité peut toucher des hommes qui la méprisent ». N'a-t-il jamais eu le temps de se demander s'il était bien propre de publier pèle-mêle, comme il l'a fait dans ses recueils de chants pour les écoles, des hymnes pacifistes joints aux pires conneries patriotardes... Depuis des Hymnes à la liberté jusqu'aux Chant de Bayard, de Jeanne d'Arc et l'inéptie :

Où t'en vas-tu, soldat de France,
Tout équipé, prêt au combat (etc.)

M. Georges Piuch, toujours bonasse, est avec vous « de tout son cœur ». Ce cœur est vraiment plus innombrable que celui de la comtesse de Noailles. Car il put jadis s'extasier sur le général de Castelnau « génie latin » perdant son fils sans une larme, sur l'héroïque roi Albert, et tant et tant d'autres gloires casquées de 1914. Cependant qu'il vitupérait dans les mêmes vers (?) ces Responsables allemands, autrichiens et turcs, qui avaient imposé la guerre à notre pauvre petit Raymond-l'Avocat,

agneau virginal et puceau sans tache ! Cette muse est vraiment femme de ressource. Et le cœur saignant du brave homme, pour le moins aussi volumineux que lui, un muscle inépuisable.

M. Henry Jacques est avec vous aussi. Et il est encore des *Ecrivains combattants*, de cette confrérie d'authentiques larbins, quimandeurs de hachets, de places, d'articles payés ; agenouillés devant un Foch, un Pétain, un Poincaré. Il proteste avec vous ? Mais a-t-il protesté le jour où le bureau de ses *Ecrivains Combattants* (dont il fait peut-être partie ?) voulut jeter l'interdit sur le roman de Radiguet : *Le diable au corps*.

Un jury franco-américain avait couronné ce livre. A-t-on idée de récompenser un bougre qui ne fut pas même trouillon de troisième classe ! Nos soudards de la littérature se réunirent illiko et protestèrent contre cette récompense et protestèrent contre cette récompense décernée à un livre qui montrait sous un mauvais jour la femme française si héroïque durant la guerre. Tu parles ! Avez-vous entendu dire que M. Jacques ait protesté contre cette hénarmerie ?

Enfin — j'ai gardé le meilleur pour la fin ! mais la liste n'est pas close, puis que votre enquête se poursuit — il y a Monsieur Paul Brûlé, chevalier de la Légion d'honneur. La médiocrité faita homme. Le type de ce cancer des lettres qui est de tous les comités, de toutes les listes, de toutes les revues, de tous les salons, de tous les groupements... de toutes les opinions ! Celui-ci, il faut lui mettre bonne mesure. Comment, camarades, vous ne connaissez donc pas ces *Contes de l'avant et de l'arrière* qui formeront un numéro spécial de la *Feuille littéraire* durant la guerre. Ce recueil qui comprend *La cure des tranchées*, inoubliable amas d'inépties balades, clos par cette énormité sans nom :

La vie des tranchées, mon cher, déclara Parnassos, tu en vois le résultat. On en meurt ou l'on en ressuscite... plus d'absinthe, plus de vice, plus de neurosténie déprimante. La vie au grand air, au milieu du danger, la bonne et vaillante camaraderie, le « boulot » assuré.

Une cure de sobriété, de chasteté et d'endurance. Les faibles en reviennent forts. Regarde-moi. Je n'étais plus qu'une épave : me voilà un peu là, à présent, malgré cette petite blessure... deux doigts de moins à la main gauche. Je ne savais que faire de mes dix, quand je les avais... Je vais travailler maintenant, tu verras !... Je ne bois plus.

Et il conclut avec bonne humeur : « Il me fallait ça pour me remettre d'aplomb... Je crois que nous sommes beaucoup comme ça, en France.

Vraiment, camarades, de bonne 'oi : croyez-vous que ce triste salaud puisse protester contre quoi que ce soit ? Et ne pensez-vous pas que Trotzky ou Guibeaux doivent rigoler lorsqu'ils lisent une protestation de ce larbin modèle à qui Clemenceau donna la Légion d'honneur (récompense bien due, car il avait outrageusement porté aux nues le vieux Tigre dans la *Faiseuse de Gloire*)

Le remède, me direz-vous ? Car si on n'appelle que les intellectuels propres, il n'y en aura guère !

Et bien, il y en aura peu. Mais ce peu vaudra mieux qu'une tourbe infecte.

Je viens justement de relire ce soir quelques lignes qui sont, hélas ! toujours d'actualité. Peut-être, si c'est possible, encore plus depuis la guerre qu'auparavant : elles sont d'Henri Guibeaux, dans sa brochure : *Mon crime*. Les voici :

A Paris, je connus l'ignominie de la vie littéraire et les mœurs des hommes de lettres. J'appris à connaître tous ces fourbes, tous ces ignares, tous ces arrivistes, qui parlent sans cesse d'idéalistes, d'art pour l'art et ne servent que les plus grossiers intérêts...

Conception... marxiste du monde littéraire ? Si on veut. Mais conception rigoureusement exacte, de plus en plus.

Aussi bien, la véritable force de l'avvenir n'est-elle plus de ce côté. Mais bien du côté du monde ouvrier, du côté des producteurs éduqués et organisés.

C'est à ceux-là qu'il faut faire appel, camarades. Ce sont ceux-là qu'il faut convaincre... Le reste n'est (c'est vraiment le cas de le dire) que littérature !

Maurice WULLENS.

Le député italien Matteotti semble avoir été tué par les fascistes

Dans la presse italienne il n'est question en ce moment que de la disparition du député socialiste italien Matteotti.

Les fascistes italiens sont nettement accusés par la rumeur publique italienne, par une grande partie de la presse italienne aussi d'avoir assassiné lâchement ce député.

Il y eut au sujet de ce nouveau crime fasciste une interpellation à Montecitorio (du Palais-Bourbon italien) et les députés, en majorité fascistes pourtant, furent unanimes à le réprouver.

Mussolini lui-même est bien embêté de ce qui arrive, il sent que son pouvoir personnel est en atteinte, aussi jette-t-il le lest.

C'est du moins ce qu'annoncent les agents qui publient :

M. Finzi, Sous-Sectaire à l'Intérieur, a envoyé à M. Mussolini une lettre dans laquelle il déclare que « son nom ayant été prononcé au cours d'une réunion des députés de l'opposition, à propos de la disparition du député Matteotti », il prie le président du Conseil d'accepter sa démission.

Des éditions spéciales annoncent que cette démission a, effectivement, été acceptée par M. Mussolini, qui a d'autre part relevé de ses fonctions M. Rossi, chef du Bureau de la presse au ministère de l'Intérieur.

LE FAIT DU JOUR

Un monument Emile Zola

C'est ce matin 15 juin, à dix heures précises, qu'aura lieu l'inauguration du Monument Emile-Zola, monument érigé à l'angle de l'avenue Emile-Zola et de la rue Violet, dans le quinzième arrondissement. Dans l'après-midi, une manifestation se déroulera au Panthéon et le soir, une « solennité littéraire et musicale sera organisée dans la salle du Trocadéro.

De telles cérémonies nous indignent quand elles ont pour but d'honorer la mémoire d'authentiques réfractaires qui, durant toute leur vie, méprisèrent et bâfuèrent les officielles parades. Un monument inauguré avec discours de ministres et de personnalités, musique de garde républicaine et défilé de bâtonnages en redingote — voilà qui nous fait frémir comme au spectacle d'une criminelle injustice.

Ce n'est pas le cas pour Emile Zola. Ce grand romancier ne dédaignait ni les honneurs ni les décorations de la vie publique. Et certainement s'il pouvait contempler les faits qui succéderont à sa mort, il serait satisfait de la mascarade de ce malin, comme il se serait réjoui du transfert de ses cendres au Panthéon — malgré qu'il en eût compris et même su décrire dans un de ses romans toute l'inutilité et tout le ridicule.

Mais Zola fut le plus puissant peintre de la Société de son temps — avec toutes ses tares monstrueuses, tous ses jeunes espoirs, toutes ses misères, toute sa passion frénétique. Il fut un tel visionnaire des paysages sociaux, que les descriptions faites par lui il y a vingt-cinq ans semblent plus « vraies » encore aujourd'hui qu'à l'époque où elles furent écrites. L'auteur de *Le Germinal* et de *Le Travail* voyait si intensément hommes et choses qu'il leur donnait une vie nouvelle, une vie comme chargée d'avenir. Zola était, dans le noble sens du mot, un futuriste.

Aussi les Anarchistes élèveront à leur fa-

En vingt-quatre heures

Avant-hier le Comité Directeur du Parti Communiste commanda aux députés bolcheviks de voter pour Painlevé si besoin était, « pour », disait-il, « que la majorité parlementaire issue des dernières élections détiene tout le pouvoir, occupe dans l'Etat tous les postes importants et ainsi puisse établir sa carence, son incapacité, la duplicité de son jeu démocratique aux yeux de

Painlevé ayant été battu vous allez penser que nos « communistes » sont fort embêtés de n'avoir pas à se mettre sous la dent et sous celle de leurs lecteurs un Président de la République très nuancé bloc des gâches, que leur propagande va en patir puisqu'elle y aurait gagné autrement.

Vous les connaissez mal !

Et pour que vous le connaissez mieux nous allons vous montrer cet « ami » Cachin tournant sa veste une fois encore :

« Or la journée d'hier fournit une illustration frappante de la vérité de notre taciturnité. Il n'est pas un salarié de France qui n'en soit pas frappé. L'élection de Doumergue aura ainsi deux effets immédiats. Elle porte un coup redoutable à la politique bâtarde de la collaboration radicale et socialiste. Elle ouvre les yeux des prolétaires encore égarés derrière la vieille friperie de Balzac. »

Faut-il être poéticien sans aveu pour oser en vingt-quatre heures se déjuger pareillement !

NOTRE FEUILLETON

A partir de demain, nous publierons en feuilleton un des romans le plus éternellement vivants du grand Balzac :

Les Illusions perdues

Nos lecteurs y reverront ou y verront, avec un intérêt passionnant, vivre tout le monde du journalisme, de la politique et des lettres au début du dix-neuvième siècle, sous la Restauration. Haut et bas arrivisme, exploitation des plus nobles qualités de l'âme humaine, érasrement de tout idéalisme sous les bottes des gens d'affaires. Hélas ! tout cela est encore vivant et atrocement actuel dans l'œuvre de Balzac.

Et les figures de Rastignac et de Lucien de Rubempré s'animeront, médailles vivantes d'action et de rêve, parmi le grouillement des intérêts.

POINTS DE REPÈRE

par E. ARMAND

Vérité relative égale mensonge relatif

Ce qu'on appelle le « moi » est un état momentané de substance prenant conscience de son existence à part, en dehors du « non-moi ».

Y a-t-il identité entre le « moi » et le « non-moi » — le « nous » et le « hors nous » ? Le non-moi est un aspect des choses qui nous sont extérieures, considérées par rapport au moi, au moi « physiologique » et au moi « psychologique ». Le non-moi est donc une relativité, c'est-à-dire qu'il n'existe que tel que je le vois, que quant à moi. Le « moi » est, au contraire, un point de départ, un créateur, un centre de jugement, d'appréciation, de discernement, d'analyse et de synthèse. Il est réalité.

Or, je ne puis faire du non-moi un point de départ, un créateur, un centre d'appréciation, d'analyse ou de valeur. Je puis bien me relater un phénomène cosmique, par exemple apprécier son influence sur la marche de son développement individuel. J'ignore absolument sous quel angle de relativité ce phénomène cosmique me concerne et quelle répercussion j'ai sur son évolution, — à condition que j'en aie une.

L'idée que je me fais du « non-moi » empirique ou scientifique (même au cas de concordance absolue des hypothèses que je me forge pour me l'expliquer), cette idée ne peut jamais être qu'une vérité relative à ma cérébralité d'individu appartenant à l'espèce humaine. Or, qui dit vérité relative dit mensonge relatif. Sans oublier que l'idée que le « moi » se fait du « non-moi » varie au cours des siècles et dépend de l'accès cérébral de l'époque.

Pour tenter une définition du « non-moi » — c'est-à-dire de ce qui est en dehors de nous, il faudrait pour le moins savoir (?) sous quel aspect il apparaît aux autres organismes, aux autres vertébrés par exemple, qui possèdent eux aussi leur intelligence sur *genèse*. Que dis-je ? Il faudrait connaître l'idée que se font (?) du non-moi les êtres doués d'une cérébralité peut-être supérieure à la nôtre — car nous n'avons pas l'outrecuidance d'imaginer que le chêf grain de matière solidifiée qu'est notre placide est le seul lieu de l'infini cosmique où se meuvent des êtres qui pensent ?

Mais alors même que nous saurons — de façon claire (?) et précise (?) — la manière dont tous les individus ou organismes doués de pensée (quelque lieu qu'ils habitent dans l'univers) envisagent ou définissent le « non-moi ». Alors même que nous posséderions cette connaissance, nous n'au-

ABONNEMENTS

FRANCE	ÉTRANGER
Un an.... 80 fr.	Trois mois. 28 fr.
Six mois. 40 fr.	Six mois. 56 fr.
Trois mois. 20 fr.	Un an.... 122 fr.
Chèque postal	Lentente 656-02

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

C'était prévu

M. Herriot qui attend depuis si longtemps d'être à la tête d'un ministère a obtenu satisfaction.

Il va donc pouvoir se mettre à l'« ouvrage » et émasculer un peu plus le prolétariat français en appliquant son « vaste programme de réformes sociales ».

Camarades anarchistes, tenons-nous prêts à dénoncer, au jour le jour, ce nouveau

ministère.

éducation et non de contrarier, comme le font ou l'ont fait tant d'éducateurs mal avisés.

La perfection dans son œuvre

Exiger la « perfection » dans un œuvre ne révèle pas toujours un esprit créateur, un tempérament initiatif. Cela dénote d'excellentes, de précieuses qualités de savoir-faire, — cela démontre qu'on est un ouvrier qualifié, accompli. Pour moi, c'est la force, c'est la puissance, c'est l'originalité que je réclame dans une œuvre, non point le fini dans les détails et une préoccupation constante, étonnante du fini dans la forme. Je demande d'un ouvrage qu'il me fasse penser, réfléchir, qu'il émeuve ma sensibilité au point de m'arracher des larmes, qu'il mette ma compréhension à l'épreuve, qu'il soulève en moi un ouragan de contradictions. Je veux voir dans toute production un essai, un échantillon, une ébauche, non point une pièce définitive, hors concours, tellement fouillée, raffinée, que le producteur ne la dépassera, ne la surpassera plus; qu'elle est à la fois l'*alpha* et l'*oméga* de son œuvre.

Individualisme et arrivisme

« Notre » individualisme se différencie de l'arrivisme en ce que, pour parvenir à sculpter son « moi », selon qu'il s'y sent déterminé, « notre » individu ne cherchera jamais à se conformer au « tout » gréginaire ou à éviter l'hostilité du troupeau. L'arriviste, au contraire, redoute avant toute autre chose de se montrer différent de la mentalité moyenne du troupeau. Son succès en dépend.

L'individualiste et l'épreuve

L'individualiste ne nia pas l'épreuve. Ce serait absurde. Il n'y a personne au monde qui ressent aussi profondément l'épreuve que l'être qui a conscience de ce qui est utilisé ou nuisible, agréable ou déplaisant à sa chair et à ses nerfs. L'épreuve est capable d'abattre l'âme la mieux trempée, de l'affaiblir, de la décourager, de la déssespérer même. Mais tout cela momentanément. Un peu plus tôt, un peu plus tard, à la réflexion, l'individualiste retrouve son équilibre « psychologique », c'est-à-dire se rend compte de sa situation « réelle ».

Ne s'agit-il pas, dans l'épreuve, d'une expérience de celles qu'on qualifie de « dououreuses » ? Or, les expériences de la vie ne sont pas toujours des expériences agréables et qui donnent satisfaction. Je dis donc qu'à un moment donné, l'individualiste se retrouve « lui-même ». Et dès ce moment, tout en s'efforçant de réduire au minimum l'épreuve par laquelle il passe — quant à l'intensité et à la durée — il essaie d'en tirer tout le profit possible pour la sculpture et le développement de son moi.

Nature et moralité

Il y a antinomie de la nature et de la moralité », a dit un penseur. Comme il y a antinomie du naturel et de l'artificiel, à vrai dire, il y a apparence d'antinomie ; car de même que sans le naturel il n'y aurait pas d'artificiel, sans la nature il n'y aurait pas de morale. Tout ce que nous appelons « artificiel », en effet, a été « fabriqué » à l'aide d'éléments empruntés au naturel. Tout ce que nous appelons « morale » est basé sur des éléments empruntés à la nature ou, si l'on veut, à l'instinct ».

E. ARMAND.

CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

Une séance d'attente

Painlevé a présidé hier encore la réunion des députés en attendant d'abandonner peut-être, pour un poste aussi lucratif, une place pour laquelle il n'est pas né et où il n'avait été élevé qu'en raison de pouvoir mieux grimper au mat de cocagne élyséen en haut duquel ce vieux singe de Doumergue, plus « agile », s'est installé.

Aussitôt que Painlevé eut posé son derrière dans son fauteuil, des voix provenant de la droite crièrent : « Démission ! », faisant, de cette façon, allusion à son cuisant échec de la veille.

Cris maladroits pour la politique de leurs auteurs puisqu'ils attrièrent au blackboul d'avant-hier une ovation des gauches qui avait bien l'air d'une consolation.

Après cela les parlementaires se trouvèrent unanimes pour fixer à mardi leur prochaine séance afin d'entendre, s'il y avait lieu, les explications du gouvernement.

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

A LIRE CETTE SEMAINE

ŒUVRES D'ÉMILE ZOLA

Chaque volume : 6 frs. 75

Les Rougon-Macquart

La Fortune des Rougon	1 vol.
La Curée	1 vol.
Le Ventre de Paris	1 vol.
La Conquête de Plassans	1 vol.
La Faute de l'Abbé Mouret	1 vol.
Son Excellence Eugène Rougon	2 vol.
L'Assommoir	2 vol.
Une Page d'Amour	1 vol.
Nana	2 vol.
Post-Bouille	2 vol.
Un Bonheur des Dames	2 vol.
La Joie de Vivre	2 vol.
Germinal	2 vol.
L'Œuvre	2 vol.
La Terre	2 vol.
La Bête humaine	1 vol.
L'Argent	2 vol.
La Débâcle	2 vol.
Le Docteur Pascal	1 vol.

Les trois villes

Lourdes	2 vol.
Rome	2 vol.
Paris	2 vol.

Les quatre évangiles

Fécondité	2 vol.
Travail	2 vol.
Vérité	2 vol.

“L'Idée Anarchiste”

Vient de paraître le n° 7 de l'*Idée Anarchiste*.

« Les Idées et la Vie » (Albert Souberbielle) ; « A nos Amis » ; « Principes ! » (Un paysan) ;

« A propos d'un concours pour la Paix » (Bernard André) ; « Les tendances et les hommes » (Marcel Lhomme) ; « Avance au récu » (Pierre Bonnel) ; « La Révolution et l'Antimilitarisme » (de Ligt) ; « Causeries scientifiques » (M. C.) ; « Appel aux militants » (Giesen) ; « L'idée anarchiste, son passé, son avenir » (Max Nettlan) ; « Le Bataillon Rachale » (Schoufli) ; « Losovsky avocé » (Emma Goldman) ; « Mouvement international, etc..

En vente dans tous les kiosques. Le numéro : 20 fr. 25. Envoi sur demande d'un numéro spécimen, contre 0 fr. 25, à Haussard, boîte postale n° 8, Bureau 20, Paris.

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 heures : Faust.

OPERA-COMIQUE. — 13 h. 30 : La Vie de Bohème ; Païlasses ; 20 heures : Carmen.

TRIANTON-LYRIQUE. — 14 h. 30 : Les Mousquetaires au Couvent ; 20 h. 30 : La Mascotte.

DRAAMES, COMÉDIÉS et GENRE

COMÉDIE-FRANÇAISE. — 13 h. 30 : Maman Colibri ; 20 h. 30 : Parfaite.

ODEON. — 14 heures : Le Petit Café ; Le Seul Bandit du Village ; 20 h. 30 : Un chapeau de paille d'Italie ; le Joli Rôle.

VAUDEVILLE. — 20 h. 45 : Après l'Amour.

NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : J'ai une idée.

COMÉDIE DES CHAMPS ÉLYSÉES. — 21 heures : Knock ou le Triomphe de la Médécine.

THÉÂTRE DES ARTS. — 21 heures : Le Pauvre Homme.

THÉÂTRE DES MATHURINS. — 21 heures : Les jupes larges et les jupes étroites : Bebe et Quinquin.

VIEUX-COLOMBIER. — 20 h. 30 : Au Seul Royaume.

THÉÂTRE ANTOINE. — 20 h. 45 : Madame Flirt.

Cabarets artistiques

LE CARILLON. — 21 heures : Oui, j'veux bien !, revue.

LES NOCTAMBULES. — Tous les soirs, à 21 heures, les « As » de la chanson : Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Casol, Noël-Noë, Paul Grofe, Raymond Bartel, Eugène Rossi, Augustin Martini.

« Chambre à louer », revue — Dimanches et fêtes, matinées à 15 heures.

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abbesses). — A 21 heures : Charles d'Avray et les chansonniers : Dyranno, Brubach, Géo Robert, Spectacle d'art et d'écriture.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — 21 heures : « Têtes de Sport et Têtes de l'Art », revue ; les Chansons de la butte.

LE PERCHOIR. — 21 heures : Jeux... n'sais quoi.

LA CHAUDMIÈRE. — 21 heures : Spectacle varié.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

imbécile, criminelle, souffrent et crevrent dans les bagnes, insultés, brutalisés, loin des leurs, oubliés ou croyant l'être de toute une humanité qui, les yeux fixés sur les pantins de la politique, vendus à la bourgeoisie, ne recolt de ceux-ci que des appels au calme, à la discipline.

C'est le 11 mai qu'ont eu lieu les élections. C'est aujourd'hui le 15 juin. Les hommes de gauche n'ont encore rien fait pour les malheureux prisonniers. Pourtant, je sais s'attendre à une nouvelle et pitoyable comédie, à une parodie d'annexion, à une nouvelle manifestation de la force de conscription sociale.

Préparons-nous à exiger davantage, malgré et contre tous les chefs, les châtreurs d'énergie, commerçants de la Révolution.

Pierre MUALDES.

Comme on change !

Paris-Soir fut un des journaux qui, pendant plusieurs jours après le Congrès de Versailles marchèrent à fond pour Painlevé, déclarant sur tous les tons que ne serait point républicain celui qui se mettrait en ligne contre son poulain.

Dans son numéro d'hier, Paris-Soir écrit :

« Un Président républicain à l'Elysée, M. Herriot au quai d'Orsay, la victoire du 11 mai porte ses fruits... »

La prophétesse et M. Doumergue.

Il y a si peu de différence entre le régime démocratique que nous subissons aujourd'hui et celui sous lequel nos ancêtres ont peiné, que les prophétesses méridionales qui ne peuvent annoncer que de l'apénisment.

Mais,

laissions-là et attendrissage et occupons-nous d'autres pécheurs qui n'ont pas attendu le 15 juin pour chercher dans les eaux troubles de la politique une abondante frisure. Nous avons vu que la plus belle pièce de la saison a été enlevée par un certain Doumergue, au nez et à la barbe des pecheurs trop confiants et dont les précautions bruyantes ont été cause de leur insuccès.

Heureusement il reste encore de beaux morceaux à se partager : la présidence du Sénat, les défilés ministériels et les innombrables postes, cabinets, sous-cabinets, directions, sans compter les délégations à cette fameuse Société des Nations, qui ne sont pas non plus à dédaigner.

Mais,

laissions-là et attendrissage et occupons-nous d'autres pécheurs qui n'ont pas attendu le 15 juin pour chercher dans les eaux troubles de la politique une abondante frisure. Nous avons vu que la plus belle pièce de la saison a été enlevée par un certain Doumergue, au nez et à la barbe des pecheurs trop confiants et dont les précautions bruyantes ont été cause de leur insuccès.

Heureusement il reste encore de beaux morceaux à se partager : la présidence du Sénat, les défilés ministériels et les innombrables postes, cabinets, sous-cabinets, directions, sans compter les délégations à cette fameuse Société des Nations, qui ne sont pas non plus à dédaigner.

Mais,

laissions-là et attendrissage et occupons-nous d'autres pécheurs qui n'ont pas attendu le 15 juin pour chercher dans les eaux troubles de la politique une abondante frisure. Nous avons vu que la plus belle pièce de la saison a été enlevée par un certain Doumergue, au nez et à la barbe des pecheurs trop confiants et dont les précautions bruyantes ont été cause de leur insuccès.

Et c'en sera fini de tout le battage fait autour de ce fameux cartel des gauches, dont les champions ne savent comment dissimuler le rouge causé par la clique rétentissante que l'élection de vendredi lui a administré.

Déjà le dégagement est commencé, Herriot, qui ne voulait pas du pouvoir des mains de Millerand, l'accepte de celles de son successeur élu par les gens de droite. Demain, les ambitions déçues, les appétits inassouvis des uns et des autres feront se dresser les uns contre les autres radicaux et socialistes. Et un ministère de déjanté bourgeoisie, ou de concentration républicaine — les mots n'y font rien — sera soutenu par cette « majorité des conservatismes sociaux » qui a trouvé, dit un journal, P.-P. Painlevé trop révolutionnaire... Painlevé qui se jette dans les bras de son concurrent et qui l'embrasse comme du bon pain ! Painlevé, le héros de 1917. Painlevé, l'homme du progrès social... Les journalistes ont vraiment tous les culots. Ils ne sont pas les seuls, du reste. M. Cachin et ses vingt compagnons n'en manquent pas non plus. Après avoir dans leur journal, traité Painlevé d'assassin, ils s'appretent à voter pour lui au second tour, par tactique ! C'est par tactique aussi qu'ils sont députés et qu'ils touchent 27.000 francs chacun pour avoir le droit de pousser des temps à autre quelques glaçissements inutiles ; par tactique qu'ils voteront demain les crédits de guerre, comme ils les ont votés hier. Cachin, Briand, Millerand et tous les renégats passés, présents et futurs, autant de glaçettes politiciennes qui tournent aux vents d'où vient l'argent.

Malheur à ceux qui se laissent prendre à leurs promesses, à leurs bons mots de charlatans. Pendant qu'ils palabrent, qu'ils parlent, qu'ils s'empifrent, les malheureuses victimes d'une organisation sociale

arrivent

brante. La mine doit être au mineur, comme la mer est au pêcheur, comme la terre est au paysan... Entendez-vous ! la mine vous appartient, à vous tous qui, depuis un siècle, l'avez payée de tant de sang et de misère !

Carrément, il aborda des questions obscures de droit, le défilé des lois spéciales sur les mines, où il se perdait. Le sous-sol, comme le sol, était à la nation : seul, un privilège odieux en assurait le monopole à des Compagnies ; d'autant plus que, pour Montsou, la prétendue légalité des concessions se complicité des traités passés jadis avec les propriétaires des anciens fiefs, selon la vieille coutume du Hairaut. Le peuple des mineurs n'avait donc qu'à reconquérir son bien ; et, les mains tendues, il indiquait le pays entier, au-delà de la forêt. A ce moment, la lune, qui montait de l'horizon, glissant des hautes branches, l'éclaira. Lorsque la lune, encore dans l'ombre, l'aperçut ainsi, blanc de lumière, distribuant la fortune de ses mains ouvertes, elle applaudit de nouveau, d'un battement prolongé.

— Oui, oui, il a raison, bravo !

Dès lors, Etienne chevauchait sa question favorite, l'attribution des instruments de travail à la collectivité, ainsi qu'il le répétait en une phrase, dont la barbarie le gratifiait délicieusement. Chez lui, à cette heure, l'évolution était complète. Parti de la fraternité attendrie des catéchumènes, du besoin de réformer le salariat, il aboutissait à l'idée politique de le supprimer. Depuis la réunion du Bon-Jeux, son collectivisme, encore humanitaire et sans formule, s'était raidi en un programme compliqué, dont il discutait scientifiquement chaque article. D'abord, il posait que la liberté ne pouvait être obtenue que par la destruction de l'Etat. Puis, quand le peuple se serait emparé du gouvernement, les réformes commenç-

ATRAVERS LE MONDE

POLOGNE

L'ECHEC DES NEGOCIATIONS
GERMANO-POLONAISES
ET LE BUREAU INTERNATIONAL
DU TRAVAIL

On mande de Genève :

Le conseil d'administration du Bureau international du travail, saisi par le gouvernement polonais de l'échec des négociations directes entre gouvernement polonais et le gouvernement allemand au sujet du transport des fonds d'assurance sociale dans la partie de la Haute-Silésie annexée à la Pologne, a décidé d'instituer la commission de cinq membres prévue à l'article 312 du traité de Versailles et a désigné les trois experts qui examineront, avec un représentant du gouvernement allemand et un représentant du gouvernement polonais, les conditions de ce transport.

ETATS-UNIS

L'EXPLOSION DU « MISSISSIPPI »

Des détails supplémentaires éclairent les conditions dramatiques dans lesquelles s'est produite l'explosion à bord du cuirassé « Mississippi ».

Des premières constatations auxquelles s'est avivé la commission navale d'enquête à bord du « New-Mexico », le navire-amiral de la 4^e division américaine, il ressort que la catastrophe, due à l'explosion d'un canon de 14 pouces, s'est produite dans les circonstances suivantes :

Les servants de la pièce procédaient au chargement du canon, lorsque l'un d'eux demanda plus de lumière. Une branche auxiliaire du courant fut aussitôt allumée, mais un court-circuit se produisit, qui provoqua instantanément la déflagration de la poudre. Une formidable explosion mit tous en pièces la tourelle et abattit tous les hommes qui se trouvaient à proximité.

Le désastre fut pris des proportions plus considérables encore sans le sang-froid d'un des servants qui, mortellement blessé, eut néanmoins la présence d'esprit d'annoncer la souffrance aux munitions, prévenant ainsi une explosion totale qui eut détruit complètement le navire et coûté la vie aux mille hommes de l'équipage.

On mande de San-Pedro (Californie) : « Les autorités procèdent à une enquête approfondie sur l'explosion qui s'est produite à bord du cuirassé « Mississippi ». Quatre seulement des marins qui se trouvaient dans la zone du danger ont échappé à la mort en se jetant à la mer par une écoutille ; les autres, privés de tous moyens de se sauver, ont péri, crois-on, par suite de l'inhalation des gaz toxiques qui se dégagèrent. »

MEXIQUE

LE MINISTRE BRITANNIQUE A MEXICO EST BLOQUE DANS LA LEGATION PAR LES AUTORITES MEXICAINES

Londres, 14 juin. — Le Foreign-Office a reçu cet après-midi confirmation d'une information parvenue via New-York, dans la matinée, et d'après laquelle M. A.-C. Cummins, ministre britannique à Mexico, est bloqué dans les bâtiments de la légation par les autorités mexicaines.

L'activité de M. Cummins aurait déplu au gouvernement du général Obregon, et celui-ci aurait fait savoir au ministre anglais que, s'il sortait de l'immeuble de la légation, protégé par le droit d'extraterritorialité, il serait immédiatement saisi et déporté.

M. Cummins et ses collaborateurs sont donc, en quelque sorte, prisonniers volontaires dans la légation qu'ils se refusent à quitter, et autour de laquelle des agents du service secret mexicain montent la garde.

ANGLETERRE

AVANT L'ENTREVUE

HERRIOT MAG DONALD

Londres, 14 juin. — Dans les meilleurs goûtements anglais, on se montre très satisfait que M. Herriot ait accepté le pouvoir des mains de M. Doumergue.

On attend maintenant avec impatience la fin de la semaine prochaine, qui doit voir la réunion Herriot-Mac Donald, réunion au cours de laquelle les deux hommes d'Etat envisageront le lieu et la date de la conférence intégraliée qui doit statuer sur la mise en vigueur du plan Dawes.

ATRAVERS LE PAYS

ILS N'ONT PAS TORT

Le Havre, 14 juin. — Un conflit s'est produit à bord du steamer *Eubée*, en partance pour Hambourg. Les hommes des machines ont réclamé une meilleure aération de leurs postes de couchage et des réfectoires. Ces améliorations matérielles n'ayant pu être faites sur-le-champ, le départ du steamer a été différé. Les camarades, naturellement, sont bien décidés à ne pas partir avant qu'on ait fait droit à leurs réclamations.

AU SECOURS D'UN TROIS-MATS EN DETRESSE

Lorient, 14 juin. — Depuis cinq jours, le trois-mâts français *Marie-Edmée*, du port de Fécamp, allant d'Angleterre à Gênes, lutte désespérément au large de Penmarch contre une voie d'eau menaçante, quand le vapeur anglais *Cognac* se porta à son secours.

L'équipage du steamer britannique produisit tout d'abord des soins aux matelots français épisés par le travail pénible qu'ils avaient accompli par une mer très mauvaise, et prit en remorque le voilier qu'il amena en rade de Lorient la nuit dernière.

Le préfet maritime envoya aussitôt un remorqueur avec des pompes pour alerger le bâtiment, qui passera dans l'arsenal avant de continuer son voyage.

LA FOUDRE TOMBE ET TUE

Vouziers, 14 juin. — Un violent orage a eu lieu dans la région de Monthois, au sud de Vouziers.

La foudre est tombée à Schœnau, provoquant un incendie qui détruisit en partie plusieurs fermes, notamment à Vieux-les-Marvaux. Les dégâts sont importants.

Un passant a été tué.

DEUX FEMMES COURAGEUSES

Il est consolant de voir dans notre siècle, où chacun ne songe qu'à arriver à faire fortune par tous les moyens, dussent nos contemporains en paix, de voir de beaux actes de dévouement et d'abnégation désintéressés. Tantôt c'est un homme qui se jette à l'eau pour sauver un malheureux en péril, tantôt c'est un autre qui sauve des flammes quelque vieillard qui sans lui aurait péri.

Aujourd'hui c'est à Toulon, à l'hôpital civil, que deux infirmières, Antonia Dionisi et Catherine Casananova, n'ont pas hésité à se prêter à l'opération toujours délicate et dangereuse de la transfusion du sang sur deux femmes qui, grâce à elles, furent sauvées.

Les voilà ceux et celles qui méritent les honneurs et la considération, et non pas ces fripouilles d'officiers qui n'ont eu d'autre mal que de faire tuer des hommes. Seuls ceux qui en sauvent devraient être glorifiés. Hélas ! il n'en est rien !...

DANS PARIS

ENCORE UN DRAME DE LA JALOUSIE

Des gardiens de la paix ont trouvé ce matin, sur le trottoir, en face du n° 39 du faubourg Saint-Martin, le cadavre d'un homme paraissant avoir été tué à coups de couteau. Son identité n'a pu être établie.

Près de lui se tenait un individu en complet état d'ivresse qui cherchait à relever le cadavre.

Cet homme déclarait être un nommé René Schmidt, âgé de 33 ans, demeurant à Corbeil, et ne rien connaître du drame qui était déroulé hors de sa présence.

L'enquête rapidement menée confirme ses dires et permet de découvrir un nommé Marcel Dardier, charpentier sans ouvrage, qui fut arrêté et qui avoua. Le drame est né d'une discussion au sujet de la maîtresse de Marcel Dardier, nommée Jeanne Bernard, cette Germaine Leroux.

Schmidt, après avoir été gardé au commissariat pendant toute la journée, a été relâché, l'enquête ayant établi qu'il était étranger au meurtre de l'individu près du cadavre duquel il avait été trouvé.

POUR PARAIRE PROCHAINEMENT PIÈCES SOCIALES ET SATIRIQUES

LA FOIRE ELECTORALE

L'ECHELLE DU MERITE

par M. RAYMOND

avec une préface de Pierre MUALDES

Ce sera une satire aiguë et virulente des meurs politiques actuelles.

En souscription : 7 francs.

S'adresser à Marcel Jouot, 9, rue Louis-Blanc. Chèque postal 520-42.

Les profiteurs de la révolution n'arrêteront pas la vérité en marche

A la suite de l'article diffamatoire — et naturellement anonyme — paru dans un des derniers numéros de l'organe de Moscou, « l'Humanité », le Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie avait envoyé à la rédaction de ce journal une rectification que la plus élémentaire honnêteté journalistique aurait commandé d'insérer.

Mais il y a des gens qui ont perdu l'esprit d'humour vestige de dignité. Nous sommes donc obligés de nous adresser à la presse ouvrière et de la prier de porter à la connaissance de ses lecteurs la réponse ci-jointe du Groupement de Défense.

Ajoutons que le camarade J. Reclus, secrétaire du Groupement, qui s'était rendu aux bureaux de « l'Humanité » pour remettre en mains propres cette réponse, s'est vu brutalement molesté par les gardes du corps de MM. Cachin et Cie.

Une telle goulue ne nous touche pas. Elle ne fait que souligner le degré d'abjection où sont tombés les représentants de la contre-révolution installés au Kremlin.

Paris, le 11 juin 1924.

Au Directeur de l'Humanité.

Le Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie ayant été mis en cause en termes inexactes, au cours d'un article paru dans votre journal d'hier 10 juin, nous vous demandons d'insérer à la même place, selon l'usage, la présente rectification.

« D'où vient l'argent ? » Cette question est véritablement effarante dans votre bouche, et si nous ne savions personnellement à quel budget vous émargez, n'us aurions peut-être pour vous retourner la question. Il y a de votre part une belle audace de parler de « fonds plus ou moins secrets ». Nos fonds sont si peu secrets que l'Humanité, comme toute la presse d'avant-garde, comme des centaines d'organisations ouvrières, a entre les mains notre bulletin financier du 26 mai dernier, où sont relevées, en regard de nos dépenses, toutes les sommes réunies par les organisations ouvrières qui considèrent de leur devoir de se solidariser avec les camarades emprisonnés dans les geôles du « communisme ». Ce sont les travailleurs groupés dans leurs comités de chantier, leurs fédérations d'industrie, — vous le savez — qui nous permettent, malgré vous, de faire connaître les traitements infligés en Russie aux meilleurs artisans de la Révolution d'octobre, et c'est un mensonge effronté de votre part que de vouloir faire croire le contraire. C'est que notre bulletin financier ne dit pas, il est vrai, c'est le dévouement et le désintéressement des camarades qui produisent leur temps et leurs efforts en vue de faire triompher la vérité. Cela, vous ne pouvez pas le supposer : cela dépasse vos conceptions.

Il nous serait facile de vous suivre sur le terrain que vous avez choisi, et de vous renfermer vos calomnies dans la gorge. Mais souffrez que nous nous tenions à la véritable question, cette question que vous prenez tant de peine, fidèle en cela votre système, à dissimuler sous les calomnies.

Oui ou non, est-ce qu'on assassina dans les bagnes russes : Oui ou non, la Tchéka a-t-elle massacré un groupe de détenus politiques, le 19 décembre dernier, au sinistre camp des îles Solovetski... située dans les glaces, à proximité du cercle polaire ? Oui ou non, est-ce que des milliers de révolutionnaires — socialistes, anarchistes, communistes même — emploisent les prisons et les camps de déportation, après avoir été condamnés par simple ordre administratif, sans jugement et sans qu'on ait d'autres griefs à leur imputer, bien souvent, qu'un délit de pensée ? Oui ou non, les travailleurs qui osent se servir du droit de grève inscrit dans le code soviétique, sont-ils déportés comme des malfaiteurs ? Oui ou non, le droit de parole, de presse, d'organisation, a-t-il été aboli dans la Russie soumise aux dictateurs légitimistes ?

La voilà, la véritable question — celle que vous avez si soigneusement évitée depuis tantôt cinq mois que nous menons campagne et que nous vous provocons en vain à la discussion. Depuis cinq mois, recevant chaque jour nos documents, vous avez, gardé le silence. Vous n'avez pas cherché une seule fois à réfuter un seul de ces documents — et pour cause ! Ce silence est un aveu. Aujourd'hui, notre propagande vous gêne, et vous tentez de l'enrayer au moyen de stupides ragots. Trop tard ! Votre bave ne nous atteint pas, et vous n'empêchez pas notre campagne de se développer de façon irrésistible.

Pauvres gens ! Vous avez découvert l'in-

dignation du citoyen Leduc et cru bon de putrier ses racontars. Vous lui en laissez toute la responsabilité, dites-vous ? Permettez que nous en fassions autant.

L'indignation que nous constatons, nous, c'est celle du prolétariat, contre les méthodes d'extermination du soi-disant gouvernement communiste, indignation qui va chaque jour croissant et qui vise, en même temps que les bourreaux de nos camarades russes, les individus sans courage qui, en France, s'en font les complices pour ne pas perdre des emplois lucratifs.

Les travailleurs espèrent, et au besoin sauront exiger, que le nouvel état considère qu'il a été déchu, tout de même de penser

que l'ordre établi dans le ciel bleu.

Il se démarque à pied d'œuvre.

M. Herriot — c'est son devoir et le désir du pays — accepte le pouvoir

Il se présentera mardi devant les Chambres.

On attend beaucoup de lui.

Nous comptons qu'il s'entourera de ministres jeunes, actifs, intelligents, de culture étendue et de convictions robustes, qu'il formulara un programme clair, précis, hardi, qu'il passera sans délai des promesses aux actes.

Le travail ! Il est temps !

Hein ! Frossard parlant des politiciens du Bloc des Gauches, jusque et y compris Briand, et disant « Nous ».

Depuis son départ de la rue Montmartre, par le faidtchem !

Mais c'est triste tout de même de penser qu'il y a deux ans cet homme était l'idole des foules révolutionnaires-communistes.

En lisant les autres...

Suites d'une rectification de tir

Du citoyen Frossard, dans *Paris-Soir*, d'hier :

Depuis avant-hier, l'élection de M. Gaston Doumergue était assurée.

Il faut reconnaître franchement qu'elle a le sens des mots d'un échec du Cartel des Gauches. On le regrette d'autant plus que le nouveau Président est une nuance politique fort accentuée. Avec lui, le parti radical entre pour la première fois à l'Elysée. Par son passé, par sa collaboration avec M. Combes et avec M. Caillaux, pris son rôle récent contre l'établissement de l'ambassade au Vatican, M. Doumergue n'est pas suspect de combinaison abusif.

Le Cartel des Gauches sort diminué de cette rencontre.

Mais il dépend de lui de retrouver dans les jours qui vont suivre la cohésion qu'il semble avoir perdue.

Jusqu'ici, les événements l'ont empêché de donner sa mesure.

Il sera demain à pied d'œuvre.

M. Herriot — c'est son devoir et le désir du pays — accepte le pouvoir

Il se présentera mardi devant les Chambres.

On attend beaucoup de lui.

Nous comptons qu'il s'entourera de ministres jeunes, actifs, intelligents, de culture étendue et de convictions robustes, qu'il formulara un programme clair, précis, hardi, qu'il passera sans délai des promesses aux actes.

Le travail ! Il est temps !

Hein ! Frossard parlant des politiciens du Bloc des Gauches, jusque et y compris Briand, et disant « Nous ».

Depuis son départ de la rue Montmartre, par le faidtchem !

Mais c'est triste tout de même de penser qu'il y a deux ans cet homme était l'idole des foules révolutionnaires-communistes.

Les événements l'ont dépassé : nous plaignons à l'espérance, nous avons calme ceux qui furent, ces jours-ci, les plus agités. Ils leur auront prouvé qu'il est bon de modérer ses ambitions.

Il y avait mieux à faire, et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il a été perdu un temps précieux. Il s'agit de le réparer.

Nos amis radicaux ne vont tout de même pas, malgré la malédiction proférée contre lui par M. Blum, refuser de collaborer avec M. Doumergue, qui fut toujours un radical, qui présida et dirigea le parti, dont on le considéra toujours comme l'une des plus sûres et des plus incorrompables autorités.

Les événements nous nous plaignons à l'espérance, nous avons calme ceux qui furent, ces jours-ci, les plus agités. Ils leur auront prouvé qu'il est bon de modérer ses ambitions.

Il y avait mieux à faire, et le moins que l'on puisse dire, c'est

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Dans l'enseignement

L'Amnistie complète

La Fédération de l'Enseignement publie un appel en faveur de l'amnistie complète, dont voici les principaux passages :

"Tous les vrais républicains suivent avec sympathie la campagne que la Fédération de l'Enseignement mène, en accord avec les autres organisations ayant des revendications, pour que justice et réparation soient accordées à tous les camarades frappés pour « crime d'opinion » ou exercice du droit syndical.

"Quelques sections du Syndicat National des Instituteurs ont, dès le premier jour, et sans attendre un ordre d'en haut, joint leurs efforts aux nôtres."

"Nous n'accepterons jamais une amnistie partielle. Nos vingt et un camarades rentront tous en bloc dans leur corporation, tout comme les Cheminots et les camarades des services publics et des P.T.T.

"Pas de réintégrations au compte-gouttes. Le pays a parlé ; il a dit sa volonté d'en finir avec toutes ces brimades, ces atteintes à la liberté d'opinion. Par-dessus la tête de tous les émules du « Père Joseph », nous le rappelons aux élus du 11 mai qui sauront, en matière de réintégrations, passer outre aux manœuvres restrictives d'où qu'elles viennent, et faire le geste d'humanité et de justice que le pays attend.

"Justice et réparation pour tous les camarades révoqués pour délit d'opinion et action syndicale!"

La Fédération de l'Enseignement.

Autour de l'affaire Freydeire

En 1923, Mme Freydeire, institutrice à Saint-Denis-des-Murs depuis 1921, et logée à ses frais, demande une indemnité de logement. Après quinze mois de démarches, elle obtient partiellement satisfaction, mais elle s'est attiré la haine du maire réactionnaire et clérical notoire.

Au mois de janvier 1923, Freydeire fonda une association des ménages de l'enseignement de la Haute-Vienne, pour réclamer l'application de la loi Roustan. Cette association causa quelques soucis à l'inspecteur d'Académie. D'où colère contre notre camarade déjà mal en cou à cause de ses idées.

D'autre part, l'instituteur secrétaire de mairie et sa femme, également institutrice, en serviteurs empressés du maire, prirent aussitôt parti pour les ennemis de nos camarades, et ceux-ci furent dès lors systématiquement dénigrés sans qu'ils puissent se défendre.

Ajoutons enfin que l'inspecteur d'Académie de la Haute-Vienne est un ami personnel de M. Lapie, et nous comprendrons sans peine la genèse de l'affaire et son développement.

En octobre 1923, une pétition contre Mme Freydeire est adressée à l'Inspection académique ; elle porte onze signatures, celle de l'adjoint au maire, de deux conseillers municipaux et de quelques métayers du maire ou de l'adjoint. Elle provoque une visite de l'inspecteur primaire qui apprécie favorablement "comme précédemment" l'institutrice incriminée. Aussitôt, délibération du conseil municipal demandant une "enquête sérieuse" et accompagnée d'une plainte de la femme du secrétaire de mairie. A tout prix il faut se débarrasser de nos camarades. L'enquête demandée a lieu ; elle est menée d'une façon partielle. Des témoignages accablants pour les plaignants ne sont pas retenus.

Puis c'est la scène de l'Inspection académique. Mme Freydeire accusée d'avoir soustrait une pièce de son dossier, et obligeant l'inspecteur d'Académie à reconnaître l'erreur ; ce sont les calomnies odieuses relevées par la communication du dossier ; c'est le rapport de l'inspecteur général qui propose que Mme Freydeire soit maintenue à Saint-Léonard, jusqu'à ce qu'une "solution pratique" intervienne, donnant satisfaction à nos camarades tenus depuis treize ans à l'écart l'un de l'autre.

Mai, on ne tient aucun compte de son avis et, à la prière de l'inspecteur d'Académie qui demande un déplacement immédiat, M. Lapie s'exécute. Mieux, Mme Freydeire ayant refusé Quimperlé, M. Lapie lui supprime son traitement et lui annonce le 22 mai qu'il sera nommé dans une école primaire de la Haute-Loire — son département d'origine — à l'occasion de l'une des premières vacances.

"Non seulement, nous écrit Freydeire, c'est le retrait de ma délégation, alors que depuis deux ans l'équité commande ma titularisation, comme professeur adjoint d'E.P.S., mais à 33 ans, après de longs efforts, une interminable séparation et quinze déménagements, on me somme d'accepter une situation encore plus instable et plus pénible que celle pourtant peu reluisante qui m'a fait été faite au lendemain de la guerre."

M. Lapie a-t-il oublié déjà qu'il a failli lui-même être victime de l'hostilité d'un ministre ? Faute déduire de son geste que le Bloc des Gauches continuera la tradition du Bloc National, se moquant ainsi des électeurs ? Faute penser, au contraire, que c'est le directeur de l'Enseignement qui se moque du Bloc des Gauches ?

Une injustice a été commise ; il en est responsable au même titre que l'inspecteur d'Académie et ses satellites.

Accordons aussi une mention spéciale à ces collègues attardés qui, méconnaissant la solidarité corporative n'ont pas craint de se prêter à de basses manœuvres destinées à briser la carrière de nos camarades ou à leur arracher même leur gagne-pain. Peu oseraient gagner à ce prix les faveurs des autorités.

Le Bureau Fédéral.

P. S. — Au dernier moment, nous apprenons que le Conseil Général de la Haute-Vienne a pris la défense de nos camarades. Il a adopté une résolution demandant au préfet d'intervenir auprès du ministre de l'Instruction publique pour qu'un poste à leur convenance soit offert aux deux époux

dans le plus bref délai possible, et qu'en attendant leur traitement leur soit continué. Bientôt nous donnerons un compte rendu de la séance où cette question fut discutée. — Le B. F.

Le syndicalisme universitaire

Une réunion a été tenue récemment à la Bourse du Travail par le Syndicat de l'enseignement secondaire et supérieur, sous la présidence de Zorette.

Langevin, professeur au Collège de France, y a exposé les raisons de la progression de l'esprit syndicaliste dans l'Université.

Cette progression vient précisément de se manifester par un vote qu'il est intéressant de relever. La commission exécutive de la Fédération des professeurs de lycées de garçons et de l'enseignement secondaire féminin vient de se réunir en séance extraordinaire au lycée Louis-le-Grand, sous la présidence du professeur Cope. Le président a communiqué à la commission le résultat de la consultation instituée parmi les membres de la Fédération sur l'adhésion éventuelle de ce groupement à diverses unions de tendances différentes.

Le nombre des volontaires a été de 2.663 ; sur ce nombre, 1.350 ont été favorables à la collaboration avec le syndicat de l'enseignement adhérent à la C. G. T. et 1.214 se sont prononcés pour l'adhésion à la Fédération des Fonctionnaires. La majorité s'étant d'ailleurs prononcée pour l'adhésion à la C. G. T., cette dernière mesure a été décidée.

D'autre part, la Fédération continuera à collaborer avec la Fédération des Fonctionnaires et elle autorise son bureau à se mettre en rapport avec le Syndicat des membres de l'enseignement secondaire et primaire, qui se trouve ainsi officiellement reconnu.

Contre l'emprise politique

Dans le Peuple de vendredi, le citoyen E. Glay, secrétaire du Syndicat National des Institueurs, se couvre fortement les communistes qu'il accuse de mauvaise foi. Il s'attaque particulièrement à Daniel Renoult, Antonini, Delourme, qui ont écrit dans l'Humanité. Ils les traite ironiquement de "professionnels" qui n'ont aucunement de responsabilité dans la Fédération des Fonctionnaires et qui ont la prétention de donner des leçons de syndicalisme administratif.

Glay dit notamment : "...Dès que de voir que la déviation communiste n'a eu aucune prise sur les délégués syndicaux le 1er juin, ces messieurs manient l'injure, en prennent à leur aise avec la vérité et tentent de dresser contre nous la masse des agents des services publics.

"Besogne stupide, entreprise vainque, mais qui montre quels procédés on va désormais employer pour salir les militants qui résistent et ne veulent pas subir la doctrine de Moscou dans leurs organisations professionnelles.

"Car la vérité est tout à l'opposé de ce qu'écrivent nos préputés censeurs..."

Après avoir parlé de l'amnistie et du vain tapage orthodoxe, Glay parle des traités :

"...J'avais dit que les mesures de réparation ne pouvaient être décidées globalement, car à l'abri d'un texte vague mais élastique, les chefs de service organiseraient une résistance passive d'autant plus certain qu'en général ils ont été les complices des réactionnaires de 1919 à 1924. J'ai alors proposé que tous les intéressés qui voudraient rentrer dans les cadres adresseraient une demande à leur chef de service et un double de cette demande à l'organisation syndicale. Si le chef fait la sourde oreille, ou si son interprétation des instructions requises est restrictive, l'organisation interviendra pour obtenir justice."

"J'ai ajouté aussi que nous n'avions pas à nous montrer plus royalistes que le roi et que nous n'avions pas à réclamer la réintroduction de ceux qui ne veulent pas quitter un fromage politique ou un commerce lucratif de bouquin pour reprendre contact avec le métier d'instituteur dont ils se moquent comme de leur première chemise. En somme, j'ai plaidé pour que les garanties de réintégration l'emportent sur le bon vouloir de la hiérarchie et c'est ce que Delourme traduit en écrivant en lettres d'affiches : « Glay renonce à l'amnistie totale des instituteurs. »

"Dans la question des traitements, la mauvaise foi des rédacteurs de l'Humanité est plus évidente encore ; il suffit de voir le compte rendu du Conseil fédéral publié par la Tribune du Fonctionnaire pour être fixé sur la manœuvre. La vérité est que le parti communiste, voulant se substituer aux syndicats réguliers, a repris une formule simple, mais insuffisante au moment où la loi exige la révision des traitements : la revention des 1.800 francs lui apparaissait comme un guai commode pour prendre les petits fonctionnaires dans ses filets, mais voilà que le Conseil fédéral des fonctionnaires à Paris, et le Congrès des postiers à Tours ont refusé de suivre ces marchands d'orvietano qui veulent faire notre honneur malgré nous, à la manière russe ! Alors nous ne sommes plus bons à rien ; cette Fédération des Fonctionnaires pour laquelle on avait encore quelques ménagements avant les élections, est devenue, elle aussi, une organisation de trahisseurs, de vendus à la bourgeoisie comme la Ligue des Droits de l'Homme ou le parti socialiste."

Et Glay termine par une affirmation d'indépendance syndicale vis-à-vis de tous les partis politiques :

"Au fond, qu'avons-nous à risquer dans l'attaque engagée par le parti communiste contre nous ? Nous sommes tellement sûrs de notre action syndicale, nous sommes tellement prêts à dégager notre effort de toute compromission politique, qu'elle soit communiste ou radicale, que nous avons un souci si net de notre indépendance corporative que nous ne craignons rien."

"Jusqu'ici, seule l'association à Billiet

menait l'assaut contre la Fédération des Fonctionnaires ; voilà que le parti communiste — ou tout au moins les quelques corssaires qui parlent en son nom — vient en renfort ; nous avons eu raison des premiers ! Nous ne capitulerons pas devant les seconds ; on peut être sûr que la protestation unitaire, fut-elle signée des Renoult, des Antonini ou des Delourme, ne nous troublera pas dans notre action syndicale."

Quand donc, dans l'Enseignement comme ailleurs, les sincères syndicalistes feront-ils l'unité, d'abord pour être plus forts au point de vue professionnel, et ensuite pour mieux défendre le syndicalisme contre toutes les entreprises politiques ?

P. DAGOGUE.

Les grèves

Piomblers poseurs. — Réunis en assemblée générale le samedi 14 juin, affirment leur volonté de continuer le mouvement jusqu'au bout et déclarent être toujours à la disposition des patrons pour discuter leurs revendications ; font appel à tous les camarades poseurs pour qu'ils soient présents à la réunion générale du lundi 16 juin à 15 heures, même salle, à la Bourse du travail ; invitent particulièrement les camarades de l'A.S.D. à marquer d'une façon énergique le cap du lundi. Se séparent au cri de vive la grève qui continuera, jusqu'à complète satisfaction.

Le Comité de grève.

Aux Paveurs et aides

L'action que les sections des paveurs et aides avaient décidée et qui a été pratiquée n'a pas tardé à porter ses fruits.

La grosse majorité des maisons de pavage paye maintenant 4 et même 4 fr. 50 de l'heure pour les compagnons et de 3 à 3 fr. 50 de l'heure pour les aides. Cela n'est pas suffisant et nous ne devons pas nous déclarer satisfait. Il faut avoir pour la mauvaise saison 5 francs pour les compagnons et 4 fr. 75 pour les aides.

Si tous les camarades veulent continuer l'action, nous aurons ces salaires en employant la tactique que nous savons tous. Pour cela il faut cesser de faire des heures supplémentaires. L'inconscience des compagnons qui font de longues journées a toujours été la cause du chômage et de la misère.

Mais ce qu'il nous faut ne pas perdre de vue, c'est que d'ici quelque temps de nouvelles adjudications vont être données. Il nous faut donc redoubler d'ardeur dans notre action de tous les jours et ne pas laisser s'implanter la main-d'œuvre à bon marché dans la corporation. Les conditions de travail font que nous en aurons pour trop longtemps à déployer les conséquences.

Camarades, la section vous fait un présent appelle. Tous sans distinction, rejoignez votre syndicat, seul capable d'assurer votre pain et celui des vôtres en faisant appliquer la loi de 8 heures et les salaires meilleurs.

LE FOUR.

Aux Scieurs de pierre tendre

Nous avons signalé — dans la presse d'avant-garde — la trinité de rongeurs, Billaz, Lauvergne, Moreau, comme ne payant pas encore la thune. Par un désir de théorisisation, ces scieurs aux machoires redoutables en sont réduits à lésiner pour quelques sous. Quelques défections ont eu lieu sur certains des chantiers des pierres-sous-nommées, il est légitime que les plus mauvais patrons soient les plus mal servis. Sans nul doute, il est indispensable de faire le vide sur les chantiers de ces mercantis sans vergogne. Plus les recalculations seront nombreuses, mieux il nous sera possible de faire se rendre aux demandes des ouvriers demandées légitimées par le coût de la vie actuelle.

L'illustre Lauvergne que la guerre a rendu millionnaire, est peut-être parmi ce lot de buveurs de sueur, celui qui exige le plus des muscles ouvriers. Ce disciple d'Harpagon n'est jamais satisfait de la production de ceux qu'il considère comme ses serfs. Nous ne pouvons avoir aucune pitié pour ces affameurs et le devoir de chacun de nous, est d'exiger d'eux d'être traités en travailleurs conscients et avec décence. Nous disons aux copains que le travail leur appartient, ils doivent s'astreindre à la besogne en avoir la gestion et le contrôle de façon à éviter que ces exploitants puissent encore enfler davantage leur bas de soie. Notre devoir est d'agir vigoureusement contre ces néo-traiteurs de blancs.

D'ailleurs nous invitons tous nos corporatifs à assister à notre assemblée générale, aujourd'hui, où seront débattues les méthodes d'action à mener contre les mauvais payeurs. Il faut que d'ici peu nous ayons satisfaction pour les 8 heures et pour la thune. Pour cela nous faisons appel à toutes les volontés.

Vive la solidarité.

Le Bureau syndical.

Aux Métallurgistes de Chatou Rueil et environs

Camarades, le Syndicat des Métaux de Chatou, tout nouvellement formé, vous fait un nouvel appel pour que vous veniez grossir le nombre de ses adhérents.

Il espère que cet appel sera entendu de tous les camarades qui sans distinction d'opinions politiques ou philosophiques veulent se forger une arme solide pour se défendre contre les attaques du patronat râpe.

Allons tous au Syndicat, œuvrer pour l'unité ouvrière qui seule permettra d'engager avec assurance la bataille contre les oppresseurs.

Gaston TIBLEMONT,

26, rue de la Liberté, Chatou.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY.

Imprimerie spéciale du Libraire
10-12, rue Paul-Lelong, Paris

Les bénéfices de nos maîtres

Etablissements Kuhlmann. — En 1923, 20 millions 315.124 francs de bénéfices nets contre 6 millions 838.062 francs en 1922, soit 300 % d'augmentation en une année pour les exploitants.

Et les exploités ?

**

Compagnie parisienne de distribution d'électricité. — Les produits bruts de 1923 s'élevaient à 59 millions contre 46 millions en 1922. Après avoir déduit 31 millions pour charges financières, loyer, amortissements, travaux, il reste un bénéfice net de 27 millions 860.259 francs, supérieur de 3 millions 463.861 francs à celui de l'exercice précédent.

La situation est prospère pour le capital, elle est mauvaise pour le travail.

**

Mines de la Clarence (Pas-de-Calais). — La production de 1923 s'est élevée à 180.989 tonnes contre 144.900 tonnes en 1922.

Sous la présidence de M. Maurice de Wendel, les actionnaires se sont réunis récemment à Paris et ont approuvé le bilan accusant un bénéfice net de 2 millions 656.136 francs, 36, contre tenu du report antérieur.

La situation des mineurs est moins satisfaisante.

**

Mines de la Clarence (Pas-de-Calais). — La production de 1923 s'est élevée à 180.989 tonnes contre 144.900 tonnes en 1922.

Sous la présidence de M. Maurice de Wendel, les actionnaires se sont